

EPR de Flamanville: l'ASN craint d'autres problèmes que les soudures

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) craint que le chantier du réacteur nucléaire EPR de Flamanville (Manche) ait d'autres problèmes "très difficiles", en plus de celui des soudures, a indiqué jeudi le chef du pôle EPR de l'ASN de Normandie.

"Je ne vous cache pas que (...) on est en droit d'imaginer qu'il y aura effectivement peut-être d'autres difficultés ailleurs. On est en train de regarder si les soudures resteront, ou pas, le seul sujet très difficile", de ce chantier, a déclaré Eric Zelnio lors d'une réunion de la commission locale d'information (CLI) sur le site nucléaire de Flamanville.

C'est la raison pour laquelle l'ASN

"s'apprête à formuler à EDF une demande d'étendre à d'autres matériels sur le réacteur" la revue de qualité demandée face au problèmes de soudures.

Le gendarme du nucléaire demande aussi au groupe de

"travailler sur la cinétique de ces dysfonctionnements connus quand même pour certains depuis quelques années", a poursuivi M. Zelnio. "On a le sentiment qu'il y a eu un laps de temps important entre la détection, la réaction et l'information", a ajouté le chef de pôle, regrettant aussi "le fait que certaines opérations n'aient pas été suspendues" dans la foulée de ces détections.

Concernant les problèmes de soudure révélés en début d'année, EDF a annoncé jeudi en avoir réparé 4 sur au moins 33 qu'elle doit reprendre. Pour 8 à 10 autres, l'ASN attend encore la preuve qu'elles n'ont pas besoin d'être réparées. EDF, détenu à environ 84% par l'État, a annoncé en juillet un retard supplémentaire d'un an et un surcoût de 400 millions d'euros lié aux soudures, portant le budget de cet EPR à 10,9 milliards, plus du triple du budget initial. Jeudi, EDF a répété que l'EPR démarrerait fin 2019 (contre 2012 initialement prévu) et précisé que le combustible serait livré au "printemps 2019" à Flamanville.

"400 millions, c'est le montant de la rallonge annoncée par le gouvernement pour financer son plan santé. C'est 400 millions de moins pour financer des Ehpad ou des IRM. Car qui va payer au final, nos impôts", a réagi Guy Vatel de l'Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'ouest (ACRO) lors de cette réunion.

Lancé en 2007, le chantier emploie 4 800 personnes (dont 900 d'EDF et le reste de sous-traitants), a précisé l'entreprise. Conçu au départ comme une vitrine pour l'export, le chantier de ce réacteur, qui doit être le plus puissant de France, a connu de multiples déboires.

Tous droits de reproduction et de représentation réservés – © Agence France-Presse